



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2021 Rapport d'activité des services de l'État dans la Loire



**I ASSURER LA
CONTINUITÉ
DU SERVICE
PUBLIC**

P.04

**1. AGIR POUR
PROTÉGER LA
POPULATION**

P.05

**2. AGIR POUR
CONSOLIDER LA
COHÉSION SOCIALE**

P.10

**3. FAIRE VIVRE LA
DÉMOCRATIE ET
LES PRINCIPES
RÉPUBLICAINS**

P.13

**II RESTER UNIS
FACE À LA CRISE
SANITAIRE ET SES
CONSÉQUENCES**

P.16

**1. TENIR FACE À
L'ÉPIDÉMIE**

P.17

**2. AGIR POUR
LA RELANCE
ÉCONOMIQUE**

P.18

**3. AGIR POUR
CHACUN**

P.21

**III PRÉPARER
L'AVENIR**

P.22

**1. FAIRE GRANDIR
LES NOUVELLES
GÉNÉRATIONS**

P.23

**2. AGIR POUR LA
TRANSFORMATION
DES TERRITOIRES**

P.26

**3. AGIR POUR
MODERNISER LES
SERVICES PUBLICS**

P.30



ÉDITORIAL



Comme ce fut le cas en 2020, l'année 2021 a été impactée par la crise sanitaire liée au Covid-19, mais aussi par la crise économique qui a suivi. Une mobilisation inédite et exceptionnelle des services de l'État fut nécessaire pour faire face, ensemble, aux différents enjeux qui ont marqué l'année écoulée.

Dans la Loire, cette situation a nécessité une implication totale et une action rapide de l'État. En effet, ses services ont dû agir dans l'urgence mais aussi préparer l'avenir. Il a fallu ainsi déployer rapidement et efficacement une offre de vaccination pour tous et en parallèle, accroître le soutien économique aux entreprises ainsi qu'à tous les acteurs du secteur industriel, commercial et artisanal. La priorité du Gouvernement était, en effet, de concilier la protection des populations et la continuité de la vie économique et sociale.

De la lutte contre les stupéfiants à celle contre l'artificialisation des sols, en passant par l'accompagnement des jeunes dans l'emploi et la formation ou encore par le soutien à notre industrie pour une relocalisation de la production, l'État était sur tous les fronts pour nos concitoyens et a continué à assurer ses missions quotidiennes malgré un contexte inédit. C'est pourquoi de nombreux objectifs, fixés par le Premier Ministre, m'ont été confiés et ont été au centre de mes préoccupations durant l'année écoulée. L'État s'est ainsi attaché à un déploiement solide et efficace du Plan d'Urgence et du Plan de Relance, ainsi que des orientations définies par le plan d'investissement « France 2030 ». De même, le volet de la transition écologique n'a pas été laissé de côté : les services de l'État ont continué à accompagner les dispositifs de rénovation thermique des bâtiments publics, de prime à la conversion des véhicules ou encore « Ma Prime Rénov' ».

En constante collaboration avec les collectivités territoriales, les élus, les entreprises et les associations, des actions de moyen et de long terme ont été engagées ou menées à bien dans l'objectif de faciliter la reprise des activités quotidiennes des Ligériens. C'est par le biais de nombreux échanges et de nombreuses rencontres avec ces acteurs du territoire que les fondations des futures missions de l'État ont pu être posées, dans un objectif d'efficience et de proximité toujours accru, au service des citoyens.

Dans cette optique, l'accélération de la contractualisation a joué un rôle majeur : les Contrats de Relance et de Transition Écologique ainsi que les Contrats de Plan État-région renforcent les politiques d'aménagement et d'accompagnement des collectivités dans leur développement. Ce phénomène continuera d'être développé dans un souci de proximité et de concrétisation afin de répondre aux défis qui s'imposent à tous.

Le présent rapport d'activité, qui ne présente qu'une partie de l'action des services de l'État, permet de dresser un bilan, d'en tirer les conclusions et de constituer une base de travail pour l'avenir. Les pages qui suivent sont également l'occasion de rendre hommage à l'investissement constant qui a été celui des agents de l'État dans la Loire.

Catherine SÉGUIN
PRÉFÈTE DE LA LOIRE



| ASSURER LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

Après une année 2020 mouvementée, la continuité du service public, essentielle au bon fonctionnement de la société, a été l'objectif principal de l'année 2021. Cette continuité s'est traduite par une volonté permanente de protection de la population.

L'organisation des élections départementales et régionales a été l'occasion de veiller tout particulièrement à la protection sanitaire des électeurs, mais aussi des assesseurs, dont l'appui est si précieux. Le plein exercice de la vie démocratique, principal symbole de la continuité de l'État, a ainsi été permis.

En outre, la protection des populations nécessite d'assurer la sécurité de tous les citoyens. Agir contre la délinquance, grâce au travail des services de police et de gendarmerie, constitue en effet la clé de voûte d'une vie en société apaisée. Aussi, la lutte contre la délinquance et la fraude, le secours aux victimes ou encore les actions en faveur de la sécurité routière ont été au cœur des

préoccupations des services de l'État dans la Loire. Pour autant, la sécurité ne constitue pas le seul outil de protection de la population. Assurer la continuité du service public, c'est être en mesure de maintenir l'ordre public, de prévenir les risques et de gérer les crises. Mais c'est aussi veiller à la cohésion sociale en garantissant à chacun un large accès à un logement sain, en se mobilisant pour réduire la pauvreté, en favorisant l'insertion, en mettant en œuvre de manière efficiente une réelle politique de la ville et en soutenant le développement social et environnemental des quartiers prioritaires et des territoires.

L'exercice du service public est aussi attaché à l'égalité des droits. Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes, protéger les familles et développer des actions en lien avec le handicap sont des paramètres essentiels pour assurer à chacun le respect des principes républicains.

1. AGIR POUR PROTÉGER LA POPULATION

La protection des citoyens quant aux risques et menaces auxquels ils sont exposés constitue la première des missions de l'État. L'accomplissement de ce devoir s'est traduit, en 2021, par un renforcement constant des moyens humains et financiers au profit des forces de sécurité intérieure, mais aussi par l'amélioration d'une coopération toujours plus efficace entre les différents acteurs des gestions de crises. Au-delà des traditionnels sujets d'incivilités, de délinquance et de criminalité contre lesquels l'État lutte quotidiennement, il protège la population des risques et menaces terroristes, climatiques, alimentaires ou technologiques. Cette protection ne saurait être effective sans une meilleure efficacité en prévention, en anticipation et en gestion des phénomènes extrêmes, dans l'objectif de toujours mieux sécuriser la vie des Ligériens.

1.1. Garantir la sécurité de tous



Lutter contre la menace terroriste
et la radicalisation

20 à 30

militaires de l'opération
Sentinelle déployés dans le
département

86 individus

suivis dans le cadre du fichier des
signalements pour la prévention
et la radicalisation

108 individus

font l'objet d'un suivi
social, dans le cadre de la
cellule de prévention et
d'accompagnement des familles



Prévenir la radicalisation
et la délinquance

15 conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance ont bénéficié de 754 913 € de crédits répartis en 4 programmes :

462 789 €

Prévention de la
délinquance

121 000 €

Prévention de la
radicalisation

154 980 €

Sécurisation
(vidéoprotection,
équipement des polices
municipales)

16 144 €

Sécurisation des lieux
de culte



Lutter contre les trafics
de stupéfiants

La lutte contre les trafics de stupéfiants est une priorité absolue des pouvoirs publics dans la Loire. À la croisée de la sécurité et des enjeux de sécurité, elle se traduit par un travail d'enquête, afin de remonter les filières de vente, ainsi que par une politique de harcèlement des points de vente.

En zone police

54

procédures pour trafic
de stupéfiants

80

procédures pour des
faits de revente

2033

procédures pour usage
de stupéfiants

93 kg

de produits saisis
(toutes drogues
confondues)

En zone gendarmerie



58

procédures pour trafic de stupéfiants



500

procédures pour usage de stupéfiants



13 kg

de produits saisis (toutes drogues confondues)

Créée le 4 octobre 2021, la nouvelle Brigade Spécialisée de Terrain (BST), œuvrant en zone police, a saisi plusieurs quantités record de produits stupéfiants dans le QRR de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles :

- le 30 novembre 2021, les fonctionnaires de la BST ont saisi 14 bonbonnes de cocaïne
- le 10 décembre 2021, la BST a interpellé un mineur stéphanois en possession de 49 sachets de résine de cannabis



Lutter contre la délinquance et l'insécurité

Les Groupes de Partenariat Opérationnels (GPO) regroupent des acteurs de terrain autour d'un problème de sécurité dans tout ou partie d'un quartier et ont vocation à le résoudre collectivement.

En 2021

194 GPO

583 problématiques identifiées
212 résolues

2

délégués à la cohésion police-population reçoivent les particuliers pour régler des conflits infra-pénaux.

1470

amendes forfaitaires délictuelles délivrées pour consommation de drogue.



Lutter contre l'insécurité routière

1644

arrêts de suspensions de permis de conduire (+ 30% par rapport à 2020)

En zone police

6 271

contrôles routiers et dépistage d'alcoolémie et de stupéfiants

4327

délits routiers

22 281

contraventions dressées

En zone gendarmerie



augmentation de 83,1%

des contraventions liées à des infractions liées à la conduite sous stupéfiants



augmentation de 12%

des contraventions liées à des infractions liées à la conduite sous alcoolémie



Secourir les victimes



48 396

interventions réalisées
par le SDIS



41 040

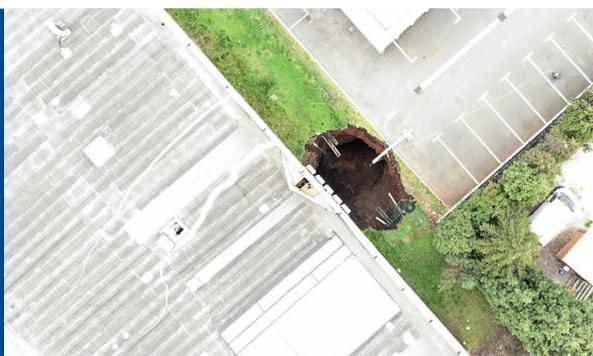
victimes
secourues



309 305

appels reçus en 2021 aux
numéros d'urgence
« 18 » et « 112 »

En mars 2021 un effondrement de sol a eu lieu à Saint-Étienne (rue Charras). Près de 22 sapeurs pompiers dont 10 de la spécialité sauvetage déblaiement ont été engagés sur cette opération.



Gérer les crises



5

jours d'activation du
Centre Opérationnel
Départemental pour
des motifs autres que
la gestion de la crise
sanitaire



9

alertes
météorologiques



36

points de situation
crues



5

accidents de poids-
lourds ayant occasionné
des déviations et/
ou des pollutions et
nécessité des actions de
coordination routière

Opération de déminage

Suite à la découverte d'un engin explosif datant de la seconde guerre mondiale, une opération de déminage d'envergure avec évacuation de population dans les communes de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles a eu lieu le 4 juillet 2021. Un poste de commandement opérationnel a été installé dans les locaux de la mairie de La Ricamarie afin de

veiller au bon déroulement de cette opération. De nombreux services de l'Etat et d'autres acteurs étaient présents : les villes de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles, les services de police, le SDIS, le service de déminage de Lyon, la Croix Rouge Française, l'Ordre de Malte, la STAS ainsi que les services de la préfecture.





Lutter contre la fraude

68

signalements de fraude de la part de la référente fraude départementale en Préfecture ont été adressés aux procureurs de la République des tribunaux judiciaires de Roanne et Saint-Étienne, 58 % d'entre eux concernaient des fraudes à l'immatriculation de véhicules

48

dossiers frauduleux contrôlés dans la Loire dans le cadre de la campagne nationale de contrôle des professionnels de l'automobile

1

Création d'un comité de suivi des centres de sensibilisation à la sécurité routière permettant aux automobilistes de récupérer les points de permis qui leur ont été retirés.

1.2. Une prévention efficace des risques

Agir contre un phénomène qui prend de l'ampleur, la cybercriminalité.

Fin 2021, le groupement de gendarmerie départemental de la Loire a mis en place une cellule de prévention du risque cyber dont l'objectif est de sensibiliser les différents partenaires et le grand public aux menaces et atteintes liées à cette nouvelle criminalité tout en dispensant des conseils de prévention et de protection : ce sont 2 943 personnes et institutions qui ont été sensibilisées.



Garantir l'ordre public



430

dossiers (251 commerces, 142 banques, 37 mairies) de vidéoprotection soumis pour avis à la commission départementale



188

manifestations sur la voie publique déclarées à la préfecture



8

déplacements officiels, dont le Président de la République et le Ministre de l'Intérieur, ont été coordonnés par les services de la préfecture en lien avec les forces de sécurité intérieure.

Agir pour la sécurité routière

La Direction Départementale de la Sécurité Publique a déployé 4 actions de prévention :

Sensibilisation

des collégiens à la conduite des deux-roues

Prévention

portant sur les nouveaux engins de déplacements motorisés

Visibilité

des piétons seniors

Comportements

à risques visant les cyclistes

L'EDSR (Escadron départemental de sécurité routière) s'engage également dans des actions préventives :

Opération

« 10 de conduite jeune » auprès des collégiens dans le but de sensibiliser les futurs automobilistes

Permis piéton

au sein des classes de CE2

Prévention

bus scolaires dans les collèges afin de sensibiliser les jeunes à la sécurité routière.



Piste mobile d'éducation routière installée au collège Marc Seguin Quartier de Reconquête Républicaine (QRR) Montreynaud

Agir pour la sécurité sanitaire des denrées produites et consommées

Les lieux de fabrication et de commercialisation des denrées alimentaires sont contrôlés par la DDPP qui intervient également lors d'alertes alimentaires et pour investigation lors d'intoxications alimentaires. Ces actions de protection se traduisent aussi par des inspections et contrôles (abattoirs, établissements divers ...) ; ainsi ont été réalisés :



332 000

inspections de conformité des viandes de boucherie



958

inspections en sécurité sanitaire des aliments dans la restauration collective ou commerciale et les établissements agroalimentaires



1 540

prélèvements alimentaires



263

alertes alimentaires traitées



221

signalements traités relatifs à l'oxyde d'éthylène, substance classée cancérigène

Surveiller la loyauté et agir pour la protection économique du consommateur

La DDPP participe à la prévention et à la lutte contre les « arnaques » à la consommation. Elle veille également à la sécurité des produits industriels et des équipements utilisés dans les activités de loisirs. Les signalements peuvent être faits par les consommateurs sur signal.conso.gouv.fr

Les services assurent une veille concurrentielle afin d'alerter l'échelon régional sur les situations qui laissent craindre un déséquilibre économique entre entreprises :

- 1 377 contrôles réalisés,
- 25 % d'anomalies détectées lors de ces contrôles

Gérer les risques naturels, technologiques et miniers

La DDT met en œuvre le Fonds National pour la Prévention des Risques Naturels :



1 259 290 €

de subvention ont été versés en 2021 pour des actions de réduction de la vulnérabilité. Dans les zones soumises à des risques naturels, la DDT accompagne les collectivités en émettant des avis techniques sur les autorisations de construire : 375 en 2021.



207

L'UD DREAL et la DDPP ont réalisé 207 inspections d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).



2 millions

d'euros de travaux engagés au titre du Plan de Relance pour le renforcement de la sécurité du barrage du Gouffre d'Enfer, ouvrage géré par l'État qui assure la protection contre les inondations du Furan.

2. AGIR POUR CONSOLIDER LA COHÉSION SOCIALE

Dans l'optique du renforcement de la cohésion sociale, les services de l'État dans le département ont la charge des réformes visant à répondre aux besoins des Ligériens, notamment en matière de logement et d'alimentation. Pour autant, d'autres réformes, plus structurantes encore, doivent permettre de corriger les déséquilibres sociaux à leur source.

La réponse aux besoins matériels de la population n'est pas le seul axe de la cohésion sociale : les politiques de l'État doivent veiller à la transmission et au respect des valeurs républicaines ainsi qu'à promouvoir la citoyenneté dans les quartiers « politique de la ville ».

2.1. Assurer un toit pour tous

Agir en faveur de l'accès à un habitat sain

En tant que délégation territoriale de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, la DDT finance :



7 OPÉRATIONS

Programmées d'Amélioration de l'Habitat validées et 2 sont en cours d'élaboration. Dans ce cadre, près de 17,7M€ d'aides ont participé au financement de 32,4 M€ de travaux par des artisans ligériens, pour rénover des logements privés, qui viennent en complément des 10 890 dossiers validés dans le cadre du dispositif "Ma Prime Renov' pour les particuliers permettant de financer des travaux et/ou des dépenses de rénovation énergétique pour un montant de 156,1 M€ de travaux de rénovation.



Environ
300 M€

ont été engagés pour le projet urbain de Saint-Étienne Métropole, dont 86 M€ de concours financiers de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et 18 M€ de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

Pour un logement accessible à tous



2 575
ménages relogés
dans le parc public



800
logements ont été
agréés, renforçant
ainsi le parc social
du département,
et générant
1,3M€ d'aides
directes et 29 M€
d'aides indirectes
aux bailleurs et
116M€ de travaux



48
décisions
favorables
reconnaissant
des ménages
« prioritaires
urgents » (+100
% sur un an) dans
le cadre du droit
au logement
opposable



4 M€
Augmentation de
4 M€ du budget
consacré aux
personnes sans
domicile entre
2020 et 2021



239
Financement de
239 logements
en intermédiation
locative

Belle histoire

DES PROCÉDURES COMMUNES AFIN DE FAIRE FACE AU HANDICAP

Afin de faciliter l'aménagement des logements à destination des personnes en situation de handicap, la Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (MDPH) ont conclu un protocole commun impliquant également les bailleurs sociaux.

2.2. Lutter contre la pauvreté

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Cette stratégie donne la priorité à l'investissement social par la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes mais également par la sortie de la pauvreté par le travail.



Augmentation de 25 % de
la dotation pour les aides
alimentaires entre 2020 et 2021



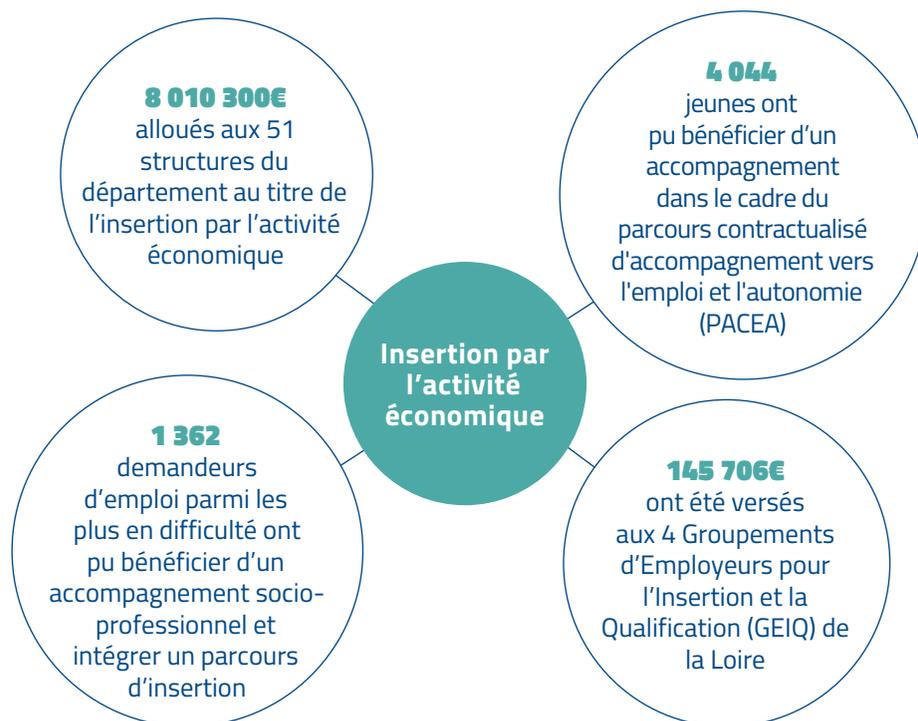
15 associations et partenaires
institutionnels financés par des
actions hors contractualisation
(favoriser la mobilité, accès aux
biens essentiels, insertion, etc.)
pour un montant de 411 321 €)



Signature d'une convention
avec Saint-Étienne Métropole
engageant 800 000€ afin de
financer 10 actions ayant pour
but la prise en compte des
conséquences de la crise sanitaire,
dans le champ de l'accès aux droits
et aux biens essentiels, mais aussi
dans celui de l'accompagnement
vers l'emploi.



Signature d'une convention avec le Conseil Départemental depuis 2019. En 2021, l'État et le Conseil Départemental se sont engagés à hauteur de 2 003 330 € pour des actions visant notamment à prévenir toute "sortie sèche" des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, renforcer le premier accueil social de proximité (notamment déploiement d'écrivains numériques sociaux), renforcement de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, lutter contre l'isolement des étudiants, renforcer l'aide en faveur de l'accès et du maintien au logement des plus démunis, développer un schéma départemental d'inclusion numérique.



2.3. Assurer la cohésion urbaine et sociale dans les quartiers défavorisés

Politique de la ville et valeurs de la République



3

L'État est cosignataire de 3 contrats de ville (Roanne Agglomération, Loire-Foréz-Agglomération et Saint-Étienne Métropole) afin de soutenir le développement social de 19 quartiers prioritaires (45 000 habitants).



460

projets soutenus en 2021 par le biais de l'aide apportée par l'État via l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires.



200 000€

alloués pour mobiliser la communauté éducative pour un accompagnement des enfants en difficulté scolaire dans la "cité éducative" du quartier Tarentaise-Beaubrun à Saint-Étienne.

Sécurité au quotidien et rapprochement police/population

1

Une brigade spécialisée de terrain de 12 effectifs œuvrant de 12h00 à 23h30 est dédiée au quartier de reconquête républicaine « Montrambert – Méline » créé en 2021 sur le territoire des communes de la Ricamarie et du Chambon-Feugerolles.

Belle histoire

QUARTIERS JEUNES SOLIDAIRES

Afin de mener des actions de prévention du mal-être, de santé mentale positive en alternative aux addictions, de soutien à la parentalité, allant jusqu'à l'accompagnement aux soins en cas de besoin, la DDETS, en missionnant l'Institut Régional d'Éducation pour la Santé et l'association LIFT, organise des rencontres avec les jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

3. FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE ET LES PRINCIPES RÉPUBLICAINS

À travers l'organisation, en 2021, des élections départementales et régionales dans un contexte de pandémie, c'est l'une des missions essentielles des services de l'État dans la Loire qui a été assurée : celle de permettre l'expression de la vie démocratique.

De même, l'État doit veiller à l'égalité des droits. À travers des politiques de promotion au profit de l'égalité entre les sexes, de lutte contre les discriminations ou encore d'action en faveur du handicap, la puissance publique permet l'égal accès aux droits pour tous, tout comme elle en sanctionne les entraves.

3.1. Organiser l'expression démocratique



Élections départementales et régionales



510 000 électeurs concernés pour les 323 communes du département



Le bureau des élections et de la réglementation générale a distribué dans le département du matériel de protection sanitaire à toutes les communes de manière à sécuriser le scrutin.



Les forces de sécurité intérieure ont enregistré 14 131 procurations : 7 021 pour les élections départementales et 7 110 pour les élections régionales.



Le bureau des élections et de la réglementation générale a organisé dans le département la dématérialisation totale de l'envoi des résultats électoraux des mairies en préfecture le soir des scrutins.

3.2. Intégrer les demandeurs d'asile et les nouveaux Français



868

demandeurs d'asile accueillis

1 009

majeurs ont signé un contrat d'intégration républicaine, contre 578 en 2020

3.3 Garantir l'égalité des droits

Protection des familles



3 755 interventions de la police et de la gendarmerie afin de lutter contre les violences intrafamiliales.



Le dispositif « Virage » de l'association SOS Violences Conjugales a suivi en 2021 plus de 300 auteurs de violences intrafamiliales.



266 800 € destinés à financer la déclinaison de dispositifs tels que l'accueil de jour, les lieux d'écoute d'accueil et d'orientation des victimes, les espaces de vie affective, relationnelle et sexuelle, les parcours de sortie de la prostitution...



Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) assure des permanences d'information juridique dans 11 communes de la Loire pour évoquer notamment des problématiques liées au droit de la famille et aux violences faites aux femmes

Repérage des publics dits « invisibles »

Un premier appel à projets a été lancé en 2019 sur le repérage des publics dits « invisibles » pour permettre de tester de nouvelles modalités d'intervention en matière de repérage et de mobilisation.

Dans ce cadre, la mission locale du Gier et la Sauvegarde 42 ont déjà mobilisé 108 personnes. Un nouvel appel à projets lancé fin 2021 a permis de retenir le projet porté par l'association Rimbaud de Saint-Étienne, avec pour objectif de repérer 40 individus par an.

Belle histoire

UNE ACTION CONCRÈTE EN LIEN AVEC LE HANDICAP

Une Plateforme de Coordination et d'Orientation a été mise en place dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire depuis le 1er janvier 2021 pour assurer la mise en place et le déroulement d'un parcours de bilans et d'interventions précoces concourant au diagnostic des enfants de 0 à 7 ans repérés avec un éventuel trouble du neuro-développement.

8 mars 2022

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS FEMMES



Assurer l'égalité entre les femmes et les hommes
dans la vie professionnelle



Le Bureau d'accompagnement individualisé à l'emploi, porté par le CIDFF, accompagne les femmes dans l'élaboration de leur projet professionnel et la valorisation de leurs compétences. Il les aide à rechercher un emploi, une formation ou à créer leur entreprise.



Les financements de l'État ont permis de soutenir des actions comme « Wi-filles », portées par le club d'entreprises FACE Loire, qui permet de sensibiliser un groupe de jeunes filles volontaires aux métiers du numérique.



Des crédits "politique de la ville" ont été mobilisés pour mener des actions d'accès aux loisirs en direction des jeunes filles ou d'accès à l'emploi en direction des femmes habitantes des quartiers politique de la ville.



|| RESTER UNIS FACE À LA CRISE SANITAIRE ET SES CONSÉQUENCES

Les services de l'État, fortement mobilisés par la pandémie, ont été chargés d'en combattre les conséquences en matière de santé, d'emploi, d'attractivité économique, d'insertion, de cohésion sociale et de cohésion des territoires. Le déploiement de la vaccination et les efforts assumés par la population ont permis aux Ligériens de retrouver un quotidien ordinaire.

Afin d'accompagner un retour à l'activité

économique et de favoriser l'insertion, le plan France Relance a contribué à l'injection de 300 M d'euros dans les territoires dans un but de soutien et d'amélioration des filières économiques, de rénovation énergétique ou encore de soutien à l'apprentissage.

Cet allègement des contraintes a d'ailleurs aidé à maintenir le lien social qui avait tant souffert durant les premiers mois de la pandémie.

1. TENIR FACE À L'ÉPIDÉMIE

La lutte contre l'épidémie a nécessité une solide coordination des services de l'État. Avec une circulation relativement élevée du virus, deux outils principaux ont permis de le contenir : tester et vacciner la population, au plus près de ses lieux d'activité, de travail et de loisir. En cela, l'Agence Régionale de Santé et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ont été particulièrement mobilisés. Ces actions ont également fait l'objet de communications régulières et récurrentes au profit des élus du département afin de tenir informés les acteurs de terrain de l'évolution de la situation et des solutions mises en place pour faire face au COVID-19.



#JeMeVaccine
#JeJoueCollectif

Auvergne-Rhône-Alpes

Pour revivre des matchs avec vous tous...

Yvann Maçon,
AS Saint-Étienne





Suivi de l'épidémie

1 700 000
tests antigéniques
et PCR réalisés

Plus de
50 000
tests ont été
réalisés au sein des
établissements
scolaires du premier
et du second degré

1 085 000
vaccinations
dont 330 000
vaccinations en ville

7 709
élèves testés
positifs et
96 531 élèves
contacts à risque
identifiés dans le
cadre du tracing
mis en œuvre
par les services
de l'éducation
nationale

897
élèves ont pu effec-
tuer leurs deux doses
de vaccin et 525
élèves leur seconde
dose dans le cadre
des campagnes de
vaccination organi-
sées dans les établis-
sements scolaires du
second degré

Le SDIS de la Loire engagé dans la vaccination

De nombreuses opérations de vaccination dans les centres commerciaux ont eu lieu, dont 2 portées par le SDIS. Le SDIS de la Loire a mis à disposition 7 sapeurs-pompiers sur les opérations déployées au cours de l'été au centre commercial STEEL ou encore au magasin IKEA de Saint-Étienne. Au total, depuis le début de la campagne de vaccination, les actions liées à la pandémie ont nécessité l'engagement quotidien de 21 à 36 sapeurs-pompiers ligériens.

Contrôler et agir pour la sécurité sanitaire



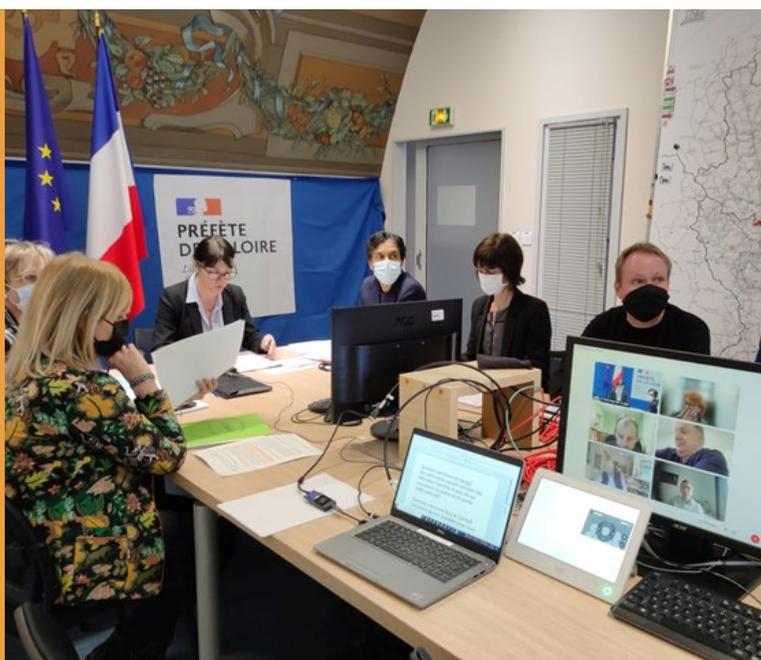
1 011 contrôles ont été effectués pour vérifier le respect des restrictions de vente de produits non essentiels et le respect des jauges et gestes barrières dans les établissements recevant du public



La Préfète de la Loire a communiqué de manière hebdomadaire et bi-mensuelle avec les élus du Département afin de les accompagner dans l'application des mesures et de suivre au plus près des acteurs de terrain l'évolution de la situation sanitaire.



Organisation d'une visioconférence d'information à destination des maires et des élus du département



2. AGIR POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Afin de faire face aux conséquences de la crise sanitaire, le plan de relance a été initié dès l'été 2020. Dans la Loire, il s'est concrétisé par des investissements conséquents sur le territoire : compétitivité, écologie et cohésion territoriale ont été les trois axes des actions menées au titre du plan de relance. Ces investissements ont été l'occasion d'irriguer l'ensemble du territoire du département, au profit des entreprises, des emplois et des collectivités territoriales, permettant ainsi à ces dernières d'initier des projets structurants mis en suspens faute de financements. Dans la quasi-totalité des communes de la Loire, les fonds du plan de relance ont permis de déclencher ou de faire progresser des projets.

Belle histoire LE TRAIN DE LA RELANCE

Le train de la relance, pour sa dixième et seule étape dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, a stationné les 27 et 28 septembre en gare de Saint-Étienne Châteaucreux. La voiture exposition a accueilli 450 visiteurs sur 2 jours. Cette exposition, combinée à l'organisation du village de l'emploi sur le parvis de la gare a permis à 550 demandeurs d'emploi d'être accueillis et à une vingtaine de chefs d'entreprise de rencontrer leurs futurs salariés. Plus de 20 partenaires et collaborateurs de Pôle emploi ont présenté des dispositifs utiles à l'orientation, la formation et la recherche d'emploi.



2.2. Agir pour l'emploi

Activité partielle

un dispositif en constante adaptation
face à l'évolution de la situation économique

Plus de 5,5 M€

(contre 1,9M€ en 2020 et 1,3M€ en 2019, dernière année de référence hors crise) versés aux entreprises issues des secteurs d'activité de la restauration, du commerce de détail et de la construction.

6 800

salariés couverts par un accord d'activité partielle de longue durée au 31 décembre 2021, c'est-à-dire un soutien public accordé dans la durée pour les entreprises confrontées à des baisses durables d'activité en contrepartie d'engagements en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Favoriser l'insertion



4 101 demandeurs d'emploi sont entrés en formation, dont 26 % de jeunes de moins de 26 ans et 22 % de demandeurs d'emploi de longue durée



Présence de Cap Emploi dans les agences de Pôle Emploi à raison de 2 jours par semaine afin d'accompagner les personnes en situation de handicap



233 contrats emplois francs dont 56 « emplois francs + » : ce dispositif permet à un employeur de bénéficier d'une aide lorsqu'il embauche un habitant résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Belle histoire

ACCOMPAGNER VERS LE PLEIN EMPLOI

Avec un taux de chômage de 5,7 %, les bassins d'emplois de Feurs et de Montbrison rencontrent des tensions en matière d'emploi, plus particulièrement dans les secteurs d'activité de la restauration, des services à la personne et de l'industrie. La Sous-Préfecture de Montbrison a mis en œuvre un suivi direct des besoins en recrutement pour 8 entreprises stratégiques pour l'arrondissement. Elle a initié un partenariat avec l'ensemble des entreprises orientées vers le textile et les accessoires de luxe.

3. AGIR POUR CHACUN

Dans la Loire, les services de l'État ont conduit des politiques publiques visant à renforcer et à relancer la cohésion sociale. Elles se sont concrétisées par la volonté d'un large accès à la vie culturelle pour les publics en difficulté, mais aussi par une solidarité nationale au profit des combattants et des victimes de guerre.

3.1. Aider nos concitoyens dans leur parcours de vie

Soutenir les personnes face aux drames

241

cartes de veuves d'anciens combattants attribuées (+21 % par rapport à 2020)

Aider les personnes face à la pauvreté

112 579 €

(+25 % par rapport à 2020) pour venir en aide aux associations dans le cadre de l'aide alimentaire

Belle histoire

L'association « tasse de jeux » a reçu une subvention de 8 300 € pour mettre en place l'action « le café jeux à vélo » proposant des cafés à des familles en difficultés (notamment monoparentales), mais également à des personnes âgées isolées, dans un espace d'accueil, d'échanges et de jeux, ouvert à toutes les générations dans les communes rurales isolées du Forez.

3.2. Préserver le lien social

Permettre aux jeunes et plus largement aux personnes handicapées, hospitalisées ou placées sous main de justice connaissant des difficultés sociales ou économiques de continuer à prendre part à la vie culturelle :

5

projets Culture/Handicap d'un montant de 23 994 €

23

projets au sein de quartiers politique de la ville à hauteur de 158 700 €

44

projets de l'Été culturel ont été réalisés pour un montant de 149 040 € en lien avec des centres de loisirs, sociaux, ou de vacances ; mais également avec les MJC, les centres médico-sociaux et les hôpitaux.

Assurer la solidarité nationale au profit des combattants, victimes de guerre et de leurs proches :

300 085 € d'aide sociale

(+23 % par rapport à 2020) attribuée par l'ONACVG aux personnes ayant la qualité de « ressortissant » (combattants, veuves de combattants, pupilles de la Nation, harkis, victimes d'actes de terrorisme, etc.)

5 pupilles de la Nation

mineurs ont été adoptés dans la Loire et sont désormais suivies par l'ONACVG

Belle histoire

AGIR POUR LES VICTIMES

L'ONACVG accompagne Madame D., victime de l'attentat de Nice de 2016, qui l'a sollicité dans le cadre d'une reconversion professionnelle du fait d'une incapacité d'exercer son métier. Une aide financière et des formations lui ont été proposées.



III PRÉPARER L'AVENIR

Ancrer un territoire dans son histoire et sa culture, scolariser et former la jeune génération, accompagner les territoires et les collectivités dans leurs projets de développement, sécuriser la souveraineté de l'outil industriel local et transformer les services

publics participent à la préparation de l'avenir du département. Les services de l'État ont soutenu cette transformation des territoires pour répondre aux enjeux à venir: l'environnement, la cohésion sociale ou encore l'insertion des jeunes.

1. FAIRE GRANDIR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

Le maintien de l'ouverture des établissements scolaires durant la crise sanitaire ainsi que le soutien à l'accès au savoir et à la culture ont été les principaux enjeux de l'action de l'État au profit des jeunes générations durant l'année écoulée. Afin d'accompagner les jeunes Ligériens dans leurs apprentissages et leurs formations tout en consolidant leurs attaches avec les aînés, la promotion du sport, la préservation du patrimoine et le soutien à la culture ont constitué les priorités d'action des services de l'État.

Permettre aux jeunes de vivre des expériences artistiques et de participer à la vie culturelle :

Permettre aux jeunes et à tous les habitants installés dans les territoires ruraux ou péri-urbains peu dotés d'acteurs artistiques ou de lieux de diffusion de vivre des expériences artistiques et de participer à la vie culturelle est un objectif majeur. Dans cette optique, 9 000 jeunes bénéficient du pass culture, 3 conventions territoriales d'éducation aux arts et à la culture ont été signées et 3 autres sont en préfiguration.



Le Banquet de la St Gulière est venu clôturer une année d'aventures avec le Turak Théâtre au sein des communautés de communes du Val d'Aix et Isable, du Pays d'Urfé et entre Loire et Rhône : danseurs, musiciens amateurs petits et grands, bruiteurs téméraires, sérigraphes en herbe notamment ont fait vivre à tous une soirée placée sous le signe de l'échange et de la convivialité.

1.1. Transmettre aux jeunes une culture commune

La promotion du sport

115 dossiers d'épreuves sportives ont été instruits en 2021

Certains concernent de grandes épreuves : Critérium du Dauphiné, Rallye de Saint-Étienne-Forez, Rallye du Montbrisonnais... Le lycée Honoré d'Urfé a notamment remporté le titre de Champion du monde de Course d'orientation pour la deuxième année consécutive en UNSS.

La préservation du patrimoine



Augmentation de 28 % des autorisations droit du sol : 4 333 dossiers d'urbanisme traités, ce qui constitue un record du nombre de demandes.



30 labels attribués aux particuliers et 4 souscriptions de communes dans le cadre de la fondation du patrimoine pour des montants de 808 615 € de travaux et 36 274 € d'aides financières.



27 opérations de restauration de monuments historiques publics ou privés financées pour un montant de 841 778 €

Plus de 31 000 € de subvention de l'État attribués pour des travaux ayant profité à 4 opérations d'entretien de Monuments Historiques n'appartenant pas à l'État :

- Couvertures du Château de Curaize à Précieux
- Couvertures à la Collégiale de Saint-Bonnet-le-Château
- Entretiens divers à l'église Saint-Symphorien à Usson-en-Forez
- Remplacement des battants de cloches, des fenêtres et entretien des contreforts de l'église Saint-Ennemond à Verrières-en-Forez.



Le soutien à la culture

<p>322 000 € ont été attribués pour 43 projets financés dans le cadre des crédits du plan de relance en faveur de l'emploi artistique dans le spectacle vivant dans la Loire</p>	<p>80 000 € pour le soutien à la saison des festivals</p>	<p>34 000 € pour le soutien à la digitalisation des écoles dans le cadre du Plan de Relance</p>	<p>1 214 680 € de crédits de concours particuliers aux bibliothèques dans le cadre de la dotation globale de décentralisation permettant d'élargir les horaires d'ouverture, de construire ou de rénover des bibliothèques.</p>
---	--	--	--

1.2. Préparer l'avenir professionnel de la jeunesse



Le rôle central de l'école

Dans la Loire, on compte :

<p>6675 collégiens en 3ème qui réalisent un stage de découverte professionnel dans le cadre du Parcours Avenir</p>	<p>17 268 lycéens dans 32 lycées généraux et technologiques</p>	<p>7 838 lycéens professionnels dans 34 lycées professionnels</p>	<p>2 983 étudiants post bac en BTS et CPGE</p>
---	--	--	---



Former les jeunes à la vie professionnelle

Dans la Loire, on compte :

<p>408 Parcours Emploi Compétences Jeunes prescrits</p>	<p>851 Contrats Initiatives Emploi prescrits</p>	<p>1 646 jeunes engagés dans un parcours Garantie Jeunes</p>
--	---	---

247

élèves en classes de 3ème prépa-métiers qui permet de découvrir des métiers tout en suivant les enseignements classiques dispensés en 3ème

999

élèves dans 16 sections d'enseignement général et professionnel adaptées pour l'accueil des jeunes de la 6ème à la 3ème présentant des difficultés scolaires importantes ne pouvant pas être résolues par des actions d'aide scolaire et de soutien

Belle histoire

PERMIS DE RÉUSSIR

Il s'agit d'une action innovante portée par le Secours Catholique de la Loire et la Mission locale Gier-Pilat relative à la conduite accompagnée des jeunes issus des quartiers prioritaires de la ville (QPV) qui n'ont pas la possibilité de conduire avec un proche. Un véhicule est mis à leur disposition afin qu'ils puissent réaliser la conduite accompagnée avec des bénévoles. Il s'agit d'une belle expérience de solidarité intergénérationnelle et de transmission de savoir.

1.3. Dès la jeunesse, initier à l'esprit citoyen et aux valeurs de la République



Le 3 juillet 2021, les autorités départementales ont accueilli solennellement les 189 nouveaux sapeurs pompiers volontaires (+38 % par rapport à 2020), dont 55 femmes qui ont choisi de s'engager ainsi que les 9 jeunes recrues au titre du service civique.

Un engagement à plusieurs niveaux

2 240

sapeurs pompiers volontaires dans le département

753

collégiens ont été formés aux gestes qui sauvent et ont suivi la formation Prévention et Secours Civique de niveau 1 (PSC1) par le SDIS

260

Fin juin/début juillet 2021, 260 jeunes ont été accueillis dans trois centres : Le Bessat, Verrières-en-Forez et Chervé afin d'effectuer leur séjour de cohésion dans le cadre du Service National Universel (SNU).

Belle histoire

En juin 2021, des jeunes du Service National Universel ont réalisé leur mission d'intérêt général aux côtés des volontaires en service civique du SDIS de la Loire. Cette mission a consisté en une opération de sensibilisation du grand public au centre commercial STEEL sous forme d'une « chasse au trésor » dans les domaines du secourisme, du risque incendie et des engagements proposés par le SDIS de la Loire. Une initiation au massage cardiaque a également été dispensée.

De même, dix jeunes issus du SNU ont effectué leur mission d'intérêt général au sein de la 3ème promotion des cadets de la Gendarmerie. Tout au long de l'année, les jeunes ont pu participer aux différentes commémorations militaires, visiter les unités de la Gendarmerie et les différents services de l'État afin de développer leur engagement citoyen et les valeurs de la République.

Assurer la transmission des mémoires des conflits contemporains :

900 scolaires

(écoliers, collégiens, lycéens) ont participé à une opération mémorielle menée par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre dans le département : participation à des cérémonies, découverte d'expositions, SNU, etc.

Belle histoire

DEVOIR DE MÉMOIRE

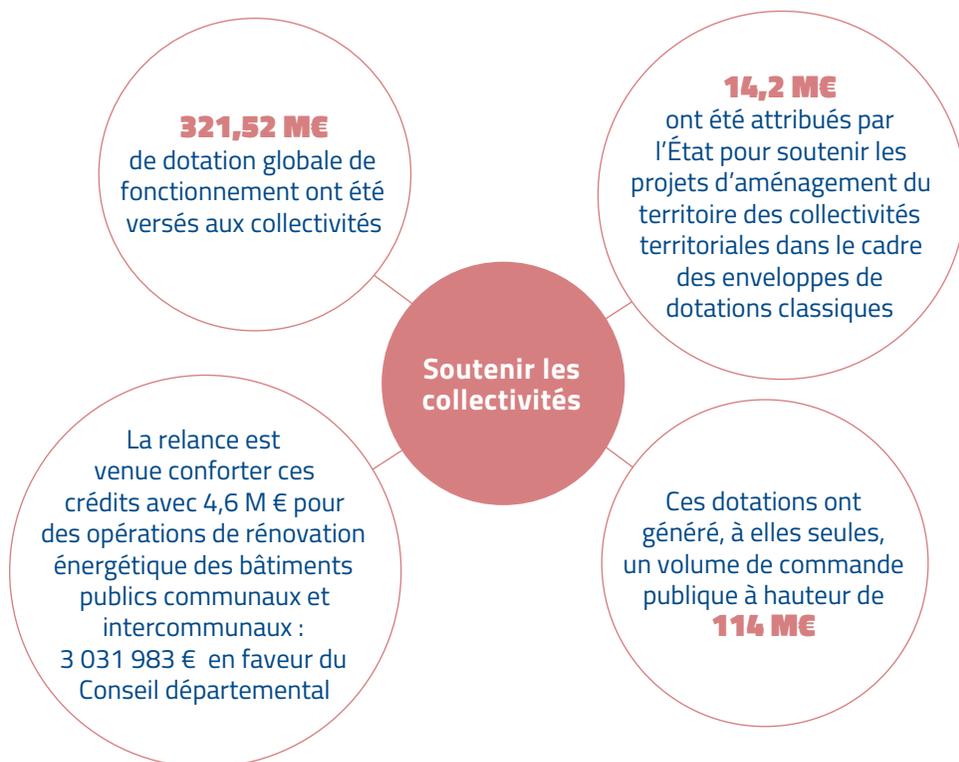
En juin 2021, 150 élèves de troisième du collège Fauriel de Saint-Étienne ont rendu hommage au spahi Ahmed Benchikh, né à Saint-Étienne et Mort pour la France en Italie en 1944. Ils ont pu visiter le 1er Régiment de spahis de Valence et participer à la cérémonie d'hommage.

2. AGIR POUR LA TRANSFORMATION DES TERRITOIRES

En 2021, le soutien aux collectivités ne s'est pas seulement traduit par le financement pur et simple de leurs projets. France Relance a également contribué au renouvellement urbain, à la transition écologique ainsi qu'à la préservation de la souveraineté agricole et numérique.

L'année écoulée fut également l'occasion de signer des Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE). Ils concrétisent, jusqu'en 2026, le partenariat de l'État et des collectivités pour structurer les grands projets des territoires autour des défis posés par la transition écologique et permettent ainsi d'allier soutien économique et environnement.

2.1. Assurer la cohésion territoriale





Accompagner et développer les territoires

- La seconde année d'existence de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires a enregistré une forte activité, multipliée par 3 en 12 mois.

Le déploiement du plan de relance, le développement des programmes propres à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires et le lancement des CRTE (Contrat de Relance et de Transition Écologique) ont contribué à faire du nouveau conseil aux territoires un appui déterminant auprès des collectivités.

- 17 centralités ont été lauréates (dans 7 intercommunalités) du programme « Petites Villes de Demain »
- 6 sessions de formation organisées par les sapeurs pompiers de la Loire afin de mieux appréhender les événements exceptionnels dans le domaine de la sécurité civile et de la gestion de crise
- Relocalisation des services : La ville de Roanne a été choisie pour accueillir le Service National de l'Enregistrement de la DGFIP. Depuis le 30 juin, ce service est chargé, pour la France entière, de l'offre numérique en matière d'enregistrement. La première fonctionnalité ouverte concerne les déclarations de dons en ligne des particuliers.



Soutenir l'agriculture ligérienne :

En 2021, au titre de la politique agricole commune, ont été versées:

101,5 M€
d'aides aux exploitations
agricoles

7,4 M€
d'aides aux investissements,
dont 5,5 M€ d'aides aux
bâtiments

3,3 M€
d'aides à l'installation des jeunes
agriculteurs, permettant de
poursuivre le renouvellement
des générations

Renforcer la souveraineté économique et industrielle à partir des territoires :

La Loire compte un territoire d'industrie interdépartemental (Lezoux – Thiers – Ambert - Montbrison) piloté conjointement avec le Puy-de-Dôme.

Lancé par le Premier ministre à l'occasion du Conseil national de l'industrie, le 22 novembre 2018, le programme national « Territoires d'industrie » est une stratégie de reconquête industrielle par les territoires.

En effet, l'industrie est un vecteur de développement et de cohésion des territoires. Pour preuve : 70 % de l'emploi industriel se situe en dehors des métropoles, dans les territoires

périurbains, ruraux et villes moyennes.

Le programme vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie : développement des compétences dans le bassin d'emploi, mobilité des salariés, disponibilité du foncier pour s'implanter ou s'agrandir.

Dans le cadre du plan France Relance, qui vise à accélérer cette dynamique et à la suite des différents appels à projet « territoires d'industrie » et de l'instruction commune des dossiers par l'État et Conseil Régional, la Loire compte 18 projets lauréats pour un montant total de 8 170 000€.

Renforcer la souveraineté alimentaire pour demain et accompagner les difficultés conjoncturelles :

Dans le cadre de France Relance, plusieurs Projets Alimentaires Territoriaux ont été accompagnés financièrement dans le département. Les quatre projets reconnus pour la Loire et portés par des collectivités territoriales ont vocation à offrir un accès à une alimentation locale, saine et de qualité à tous les habitants.

En complément de ces stratégies à moyen terme, l'État a accompagné les exploitations agricoles qui ont souffert d'aléas météorologiques, au titre du gel du printemps 2021, ou de difficultés conjoncturelles de certaines filières (horticole, avicole, et bovins allaitants). Au total, 384 aides ont été versées pour un montant de 785 k€.

Les Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE) :

Traduisant l'ambition du projet de territoire des intercommunalités, le CRTE concrétisera jusqu'en 2026 le partenariat entre l'État et les EPCI autour des grands défis de la transition écologique, du développement durable et de la cohésion sociale. Fondé sur un diagnostic du territoire, une stratégie et des projets, le CRTE est un contrat de nouvelle

génération qui aura vocation à intégrer l'ensemble des politiques publiques menées dans le territoire et accompagnées par l'État. Le déploiement des CRTE dans la Loire est complet depuis novembre 2021 avec la signature de 8 contrats à l'échelle des EPCI ou regroupant plusieurs EPCI.



Signature du CRTE de la Communauté de communes des Monts du Pilat

Belle histoire

DES PROJETS AU PLUS PRÈS DE NOS TERRITOIRES, ACTION CŒUR DE VILLE :

Le projet Action Coeur de Ville Montbrison compte deux centralités : le centre historique de Montbrison et le centre-bourg de Moingt. 26 actions matures ont été annexées à la convention-cadre dont deux actions marquantes sont à mentionner :

- La restructuration de l'ancien hôpital Guy IV en un foyer de jeunes-travailleurs,
- L'acquisition de terrains en vue de la réhabilitation de la friche « GÉGÉ » sur la centralité de Moingt.

2.2. Les territoires au cœur de la transition écologique



Protéger la biodiversité

27 % de la surface du département bénéficie d'une protection environnementale, notamment avec les 21 sites Natura 2000 et les 2 Parcs Naturels Régionaux du Pilat et du Livradois Forez.



Protéger les milieux aquatiques et la ressource en eau

La DDT a accompagné l'initiation de la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) avec la prise de l'arrêté constituant la Commission Locale de l'Eau. Afin de faire face au dérèglement climatique en matière de ressource en eau, un projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) a été initié.



Protéger les milieux terrestres par la préservation des espaces agricoles, naturels ou forestiers

Dans le cadre de la stratégie eau-air-sol, afin de réduire la consommation de foncier, l'État dans la Loire a poursuivi son engagement historique pour un urbanisme durable et a œuvré à enclencher une trajectoire collective pour atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette » à horizon 2050 :



8

séances de la Commission Départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestier ont eu lieu



18

dossiers déposés et 252 000 € de crédits État consacrés au volet renouvellement forestier de France Relance

Belle histoire

« PLANTONS DES HAIES ! »

Outil clé de la biodiversité, les haies en bordure de champs et l'agroforesterie intra-parcellaire permettent d'abriter des animaux auxiliaires de cultures (pollinisateurs, prédateurs de ravageurs), de lutter contre l'érosion des sols, d'améliorer la qualité et l'infiltration de l'eau dans le sol, de stocker du carbone et de s'adapter au changement climatique.

Dans le cadre du Plan de Relance, 204 358 € financés à 100 % par l'État ont permis à 31 exploitations de planter 21 834 mètres linéaires de haies.



3. AGIR POUR MODERNISER LES SERVICES PUBLICS

La modernisation des services publics ne saurait être pleinement efficace sans un rapprochement effectif de ceux-ci avec la population. L'accélération de la numérisation des démarches, le déploiement des Espaces France Services, la création de Maisons de Santé ainsi que l'assurance pour tous d'une connexion optimale sont des mécanismes déployés par les services de l'État qui permettent d'amorcer ce rapprochement. Toujours dans un souci de plus grande efficacité des services rendus à l'utilisateur, l'État s'est d'ailleurs engagé dans une démarche qualité afin de répondre au mieux à leurs besoins.

3.1. Pour des services publics plus proches

Déploiement des Maisons France Service avec un socle commun de services



Services représentés : impôts, CAF, assurance maladie, assurance retraite, Ministère de l'Intérieur, Pôle Emploi, la Poste, MSA, ministère de la Justice



Au 1er janvier 2022, 17 structures étaient labellisées dans la Loire



45 conseillers numériques France Service ont été déployés dans le département

Les points numériques pour accompagner les usagers qui ont besoin d'aide dans la réalisation de leur démarche liée aux permis de conduire et aux titres d'immatriculation :

- 3 sites "points numériques" existent en Préfecture et sous-Préfectures
- 10 375 usagers conseillés : 34 % de téléprocédures effectuées en physique, 57 % d'usagers accompagnés par téléphone, 9 % de réponses par courriers et courriels
- Mise en place d'une charte de bonnes pratiques à destination des services civiques en charge des points d'accueil numérique

Une démarche qualité pour répondre au mieux au besoin des usagers :

- La préfecture de la Loire est engagée dans une politique qualité depuis 2009. Son objectif est d'approfondir le lien avec le citoyen.
- 79 % d'usagers satisfaits du service rendu en préfecture
- 13 jours de délais de mise à disposition des cartes d'identité et des passeports biométriques (soit 7 de moins qu'en 2020)

Belle histoire

MAISON DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRE (MSP)

L'année 2021 a permis la labellisation de 3 nouvelles MSP à Balbigny, Saint-Just-La-Pendue et Maclas. La MSP de Maclas regroupe 17 professionnels dont 5 médecins généralistes, 1 chirurgien-dentiste, 4 infirmières libérales, 5 kinésithérapeutes, 1 podologue et 1 orthophoniste. Cette labellisation met en lumière la qualité d'une prise en charge coordonnée.

ANNUAIRE

- **Préfecture de la Loire**
2, rue Charles de Gaulle
CS 12241
42022 Saint-Etienne Cedex 1
04 77 48 48 48
- **Sous-préfecture de Roanne**
Rue Joseph Déchelette
42328 Roanne Cedex
04 77 23 64 64
- **Sous-préfecture de Montbrison**
Square Honoré d'Urfé
BP 199
42605 Montbrison Cedex
04 77 96 37 37

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- **Direction départementale des territoires**
2, avenue Gruner CS 90509
42007 Saint-Etienne Cedex 1
04 77 43 80 00
- **Unité départementale Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement**
2, avenue Gruner Allée C
CS 90509
42007 Saint-Etienne Cedex 1
04 77 43 53 53

CULTURE

- **Service départemental de l'architecture et du patrimoine**
Direction régionale des affaires culturelles
10 rue Claudius Buard CS 10225
42103 Saint-Etienne Cedex 2
04 77 49 35 50

DEFENSE

- **Délégation militaire départementale**
Maison de l'armée
31, rue Voltaire
BP 40299
42014 Saint-Etienne Cedex 2
04 77 43 59 99
- **Service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre**
Maison de l'Armée
31, rue Voltaire
42014 Saint-Etienne
04 77 91 14 18

ÉDUCATION

- **Direction des services départementaux de l'éducation nationale**
11, rue des Docteurs Charcot
42023 Saint-Etienne Cedex
04 77 81 41 00

FINANCES PUBLIQUES

- **Direction départementale des finances publiques**
11 rue Mi-Carême
BP 20502
42007 Saint-Etienne Cedex 1
04 77 47 87 47

SANTÉ

- **Délégation départementale Agence régionale de santé**
4, rue des trois meules - BP 219
42013 Saint-Etienne Cedex 2
04 72 34 74 00

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

- **Direction départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**
3, rue Max Dormoy CS 10206
42005 Saint-Etienne
04 77 49 22 60
- **Groupement de gendarmerie départementale**
16, rue Claude Odde
42022 Saint-Etienne Cedex 1
04 77 92 81 00
- **Direction départementale de la sécurité publique**
99 bis, cours Fauriel
42100 Saint-Etienne
04 77 43 28 28
- **Direction départementale de la protection des populations**
10, rue Claudius Buard
CS 40272
42014 Saint-Etienne Cedex 2
04 77 43 44 44

SOCIAL ET EMPLOI

- **Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités**
10, rue Claudius Buard
CS 50381
42050 Saint-Etienne Cedex 2
04 77 49 63 63

TROMBINOSCOPE 2021



Catherine SEGUIN
Préfète de la Loire



Cédric ESSON
*Directeur départemental
de la sécurité publique*



Dominique SCHUFFENECKER
*Secrétaire général de la préfecture
Sous-préfet de Saint-étienne*



**Contrôleur général
Alain MAILHE**
*Directeur départemental des services
d'incendie et de secours*



Judicaële RUBY
Directrice de cabinet



Colonel Erwan HENAULT
*Commandant du groupement de
gendarmerie*



Jean-Michel RIAUX
Sous-préfet de Montbrison



Julien FARGETTAS
*Directeur du service départemental
de l'office national des anciens
combattants et victimes de guerre*



Hervé GERIN
Sous-préfet de Roanne



**Lieutenant-colonel Christophe
VAN DEN BOGAERDE**
Délégué militaire départemental



Cyril PAUMAT
Directeur des sécurités



Sébastien DUMONT
*Directeur du Secrétariat Général
Commun de la Loire
Création le 1er janvier 2021*



Christophe POLGE

Directeur de l'unité départementale
Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement



Jean-Marie RUSSIAS

Chef de l'unité départementale de
l'architecture et du patrimoine
– DRAC



Élise REGNIER

Directrice départementale des
territoires



Arnaud RIFAUX

Délégué départemental de l'agence
régionale de santé



Thierry MARCILLAUD

Directeur départemental de l'emploi,
du travail et des solidarités
Création le 1er avril 2021



En attente de nomination

Directeur(trice) départemental(e)
de la protection judiciaire
de la jeunesse



Laurent BAZIN

Directeur départemental de la
protection des populations



Fabien MALARD

Chef du service de l'action territoriale



Francis PAREJA

Directeur départemental
des finances publiques



Nathalie QUENTREC

Directrice de la citoyenneté
et de la légalité



Dominique POGGIOLI

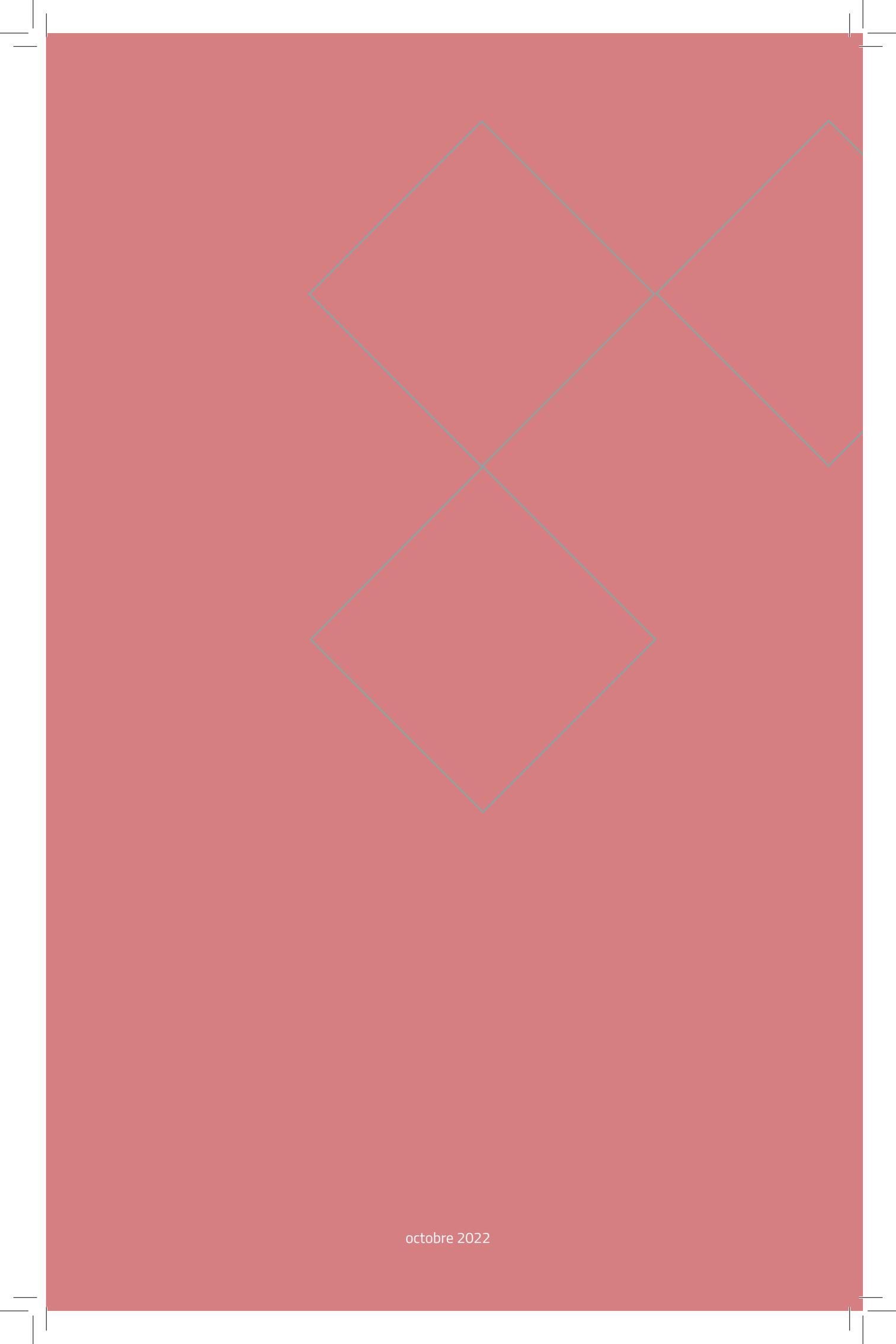
Inspecteur d'académie
Directeur académique des services de
l'éducation nationale de la Loire



Nathalie ROLLIN

Cheffe du service des migrations
et de l'intégration



The image features a solid red background. Two white diamond shapes are positioned in the upper half of the frame. The top diamond is larger and partially overlaps with the bottom diamond. The bottom diamond is smaller and is centered horizontally below the top one. The text 'octobre 2022' is located at the bottom center of the page.

octobre 2022

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

2, rue Charles de Gaulle – CS 12241

42 022 Saint-Étienne Cedex 1

Tél. 04 77 48 48 48

Fax. 04 77 21 65 83



Conception graphique : Manoël Verdier - Rédaction : Préfecture de la Loire - Service de l'Action Territoriale
Crédits photographiques : Préfecture de la Loire